

## **Coupables la population, la jeunesse ?**

C'est lors d'une conférence de presse tenue le 19 août par le préfet de Haute Garonne, en présence du maire de Toulouse Jean-Luc MOUDENC (qui a déclaré : « *nous allons accentuer la répression* ») et du directeur de l'ARS, qu'a été annoncé l'arrêté rendant le port du masque obligatoire dans toute la ville de Toulouse à compter du vendredi 21 août de 7 heures à 3 heures sous peine de 135 euros d'amende.

Le Comité départemental du POI 31 s'interroge sur le sens de cette mesure.

Il est évident que le premier devoir des autorités publiques est de veiller à la santé de la population.

Il est tout aussi évident qu'empilant pendant des mois mensonge sur mensonge pour essayer de détourner l'attention de la population des résultats catastrophiques des politiques d'austérité en matière de santé publique (lits fermés, personnels soignants en sous-effectif chronique, stocks de masques non renouvelés, etc.), ce gouvernement a démontré qu'il n'avait aucunement en tête d'assurer cette protection.

Personne n'oubliera que le premier Conseil de défense (qui semble désormais faire office de véritable Conseil des ministres) devait être consacré à la soi-disant lutte contre la pandémie, mais qu'il a en réalité été consacré à adopter le projet d'utilisation du 49-3 pour faire passer en force la réforme des retraites rejetée par la population.

Personne n'oubliera les affirmations péremptoires comme « le port du masque est inutile » au temps où il en manquait alors que l'on veut l'imposer maintenant sur toute la ville de Toulouse.

Personne n'oubliera le nom de l'ineffable Jérôme SALOMON, directeur général de la Santé, qui vient encore de s'illustrer sur les ondes de France Inter le 14 août à propos du recul de la pandémie en Mayenne, déclarant que les gens « *ont accepté de se faire tester massivement : ça a marché* », alors que c'est ce même SALOMON et le gouvernement qui pendant des mois ont refusé de prendre quelque mesure que ce soit pour que les tests soient accessibles à la population.

La seule préoccupation de ce gouvernement, des autorités publiques semble être de permettre aux employeurs, aux grands groupes financiers, à l'Etat lui-même d'utiliser tous les moyens au nom du Covid-19 pour « remettre les compteurs à zéro », balayer des décennies d'histoire sociale de la France, prendre dans tous les sens des mesures de régression et asseoir la population et notamment la jeunesse (et en particulier la jeunesse pointée du doigt et que tous ces hauts dignitaires veulent vouer à un avenir de précarité et de misère) au banc des accusés en lieu et place de ce gouvernement et de ces hauts hiérarques qui devraient, eux seuls, y figurer. Airbus annonce des milliers de suppressions d'emplois, les entreprises de la sous-traitance devancent ou s'appêtent à emboîter le pas, les remises en cause des droits se multiplient dans tous les secteurs, tous les domaines avec la poursuite de la cure d'austérité dans les services publics, y compris l'hôpital, aucune mesure réelle n'est prise sur le plan sanitaire. Et c'est la population qui serait responsable ?

Un nouveau cran est franchi.

Le comité départemental du POI 31 sera à côté de la population, de la jeunesse dans leur combat pour la défense des emplois, de leurs conditions de vie et de leurs droits, à commencer par celui de l'accès aux soins.

Toulouse le 20 août 2020.